



DECLARATION DE POSITION DES CONFEDERATIONS ET CENTRALES SYNDICALES DU BENIN SUR LE CODE ELECTORAL DANS LA PERSPECTIVE DES ELECTIONS GENERALES DE 2026

Depuis 2016 et sous l'impulsion du Gouvernement du Président Patrice TALON, notre pays, le Bénin a enregistré des réformes de toute nature et dans tous les domaines. Lesdites réformes qui, ont connu diverses fortunes, on le sait déjà ont eu des impacts mitigés et controversés sur les travailleurs qui ont vu leur pouvoir d'achat s'éroder et des populations qui peinent à satisfaire convenablement leurs besoins fondamentaux. La pauvreté dicte sans merci sa loi aux ménages, passant, en huit (08) ans, à plus de 40% en milieu rural (source : INSTaD 2023).

Ces derniers mois, certaines de ces réformes, notamment celles qui touchent à la participation des citoyens à la vie politique de notre pays, à l'engagement partisan, à la souveraineté du peuple dans l'expression de son libre choix dans le processus de dévolution de pouvoir dans un régime démocratique, font l'objet de débats passionnés et d'analyses dans de nombreux cercles d'obédiences variées. Les conclusions de tous ces débats sont unanimes pour prédire l'impasse et le chaos si le Bénin devrait aller aux élections générales de 2026 en l'état actuel du cadre législatif.

En effet, qu'il s'agisse d'experts en matière électorale, de politologues, d'acteurs partisans ou non, de juristes spécialisés ou non, d'Autorités religieuses ou d'acteurs de la société civile, le verdict funeste d'une aventure électorale avec l'actuel code électoral est, semble-t-il, inévitable. Manifestement, notre pays semble plus proche du scénario Waxala décrit dans le document programmatique de développement, Bénin, perspectives 2025.

Cette situation qui amplifie les inquiétudes et entretient le désarroi au sein des travailleurs et des populations, devrait interpeller toutes les organisations sociales éprises de paix, de liberté et de démocratie. Les travailleurs étant les premières victimes de tout schéma « WAXALA », c'est donc à juste titre que les signataires se font le devoir patriotique d'interpeller les acteurs politiques à travers la déclaration ci-après :

Tout en comprenant l'effervescence et la polémique en cours autour du code électoral qui est le texte majeur qui va régir les prochaines élections,

les travailleurs insistent sur le comportement attendu de tous pour éviter toute perturbation de la paix et de la quiétude des populations.

Considérant que la paix est indispensable à l'édification d'une Nation moderne et prospère et qu'aucun progrès social n'est possible sans un dialogue fécond et inclusif,

Considérant que le consensus a acquis valeur constitutionnelle dans la gouvernance de notre pays depuis l'historique Conférence des Forces Vives de la Nation de février 1990 et qu'une démocratie n'est riche, réelle et porteuse d'épanouissement que lorsqu'elle est participative et inclusive,

Considérant, qu'en toute circonstance, la pleine expression de la souveraineté du peuple est l'essence même de la Démocratie et vu l'urgence qu'il y a à prévenir pour conjurer les vieux démons des violences électorales,

La CSA-Bénin, la CGTB et l'UNSTB :

- 1- Condamnent et rejettent tout excès d'où qu'il vienne dans le débat sur un document aussi sensible que le code électoral,
- 2- Invitent toutes les Institutions de la République, notamment le Président de la République, l'Assemblée nationale et la Cour Constitutionnelle à puiser dans la sagesse républicaine les ressources nécessaires pour donner toutes les chances de succès aux discussions en cours sur la liste électorale en particulier et le code électoral en général,
- 3- Demandent au gouvernement en particulier de rendre largement inclusif le débat sur le Code électoral avec toutes les parties prenantes afin d'en extirper toutes sources nuisibles à la paix, à la stabilité et à une démocratie digne du nom,
- 4- Appellent tous les partenaires bilatéraux et multilatéraux, techniques, financiers ou politiques de notre pays, à offrir, comme d'habitude, leur accompagnement, expertise et médiation pour une réelle pacification du dialogue politique et sociétal nécessaire,
- 5- Rappellent aux acteurs politiques que le pays appartient à tous les béninois et qu'ils ne doivent pas, avec leurs ambitions et leurs boulimies individuelles, mettre en péril la garantie d'une nation unie et heureuse,

6- Invitent par conséquent, tous les acteurs béninois de premier plan à donner le meilleur d'eux-mêmes pour garantir aux élections générales de 2026 le caractère festif que le peuple est en droit d'en attendre.

Vive la Démocratie !

Vive le Bénin !

Fait à Cotonou, le 11 Décembre 2024

Ont signé :

*Le Secrétaire Général
de la CSA-Bénin*

Anselme AMOUSSOU

*Le Secrétaire Général
de la CGTB*

Moudassirou BACHABI

*Le Secrétaire Général
de l'UNSTB*

Appolinaire AFFEWE